

COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU PAYS
MORNANTAIS
Le Clos Fourmureau
CS 40107
69440 MORNANT

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Délibération n° CC-2023-019

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

ID: 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE



L'an deux mille vingt-trois

Le sept mars à dix-neuf heures et trente minutes

Le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Salle Valéry Giscard d'Estaing à Mornant, sous la présidence de Monsieur Renaud PFEFFER.

Date de convocation : 1^{er} mars 2023

Nombre de membres :

En exercice 37

Présents 27

Votes 36

PRESENTS :

Renaud PFEFFER, Yves GOUGNE, Pascal OUTREBON, Fabien BREUZIN, Isabelle BROUILLET, Christian FROMONT, Jean-Pierre CID, Arnaud SAVOIE, Françoise TRIBOLLET, Charles JULLIAN, François PINGON, Jean-Luc BONNAFOUS, Stéphanie NICOLAY, Anne RIBERON, Bruno FERRET, Anik BLANC, Pascale CHAPOT, Patrick BERRET, Pascale DANIEL, Véronique MERLE, Thierry BADEL, Christèle CROZIER, Hélène DESTANDAU, Cyprien POUZARGUE, Gérard MAGNET, Bernard CHATAIN, Séverine SICHE-CHOL

ABSENTE / EXCUSEE :

Raphaëlle GUERIAUD

PROCURATIONS :

Marc COSTE donne procuration à Pascal OUTREBON
Olivier BIAGGI donne procuration à Renaud PFEFFER
Luc CHAVASSIEUX donne procuration à Anik BLANC
Loïc BIOT donne procuration à Fabien BREUZIN
Magali BACLE donne procuration à Isabelle BROUILLET
Caroline DOMPNIER DU CASTEL donne procuration à Jean-Pierre CID
Denis LANCHON donne procuration à Anne RIBERON
Marilyne SEON donne procuration à Françoise TRIBOLLET
Anne-Sophie DEVAUX donne procuration à Arnaud SAVOIE

SECRETAIRE DE SEANCE : Christèle CROZIER

FINANCES

**Rapport préalable
au DOB 2023**

Rapporteur : Monsieur Fabien BREUZIN, Vice-Président délégué aux Finances, aux Moyens Généraux et à l'Economie

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par arrêté préfectoral n° 69-2021-06-01-00004 en date du 1^{er} juin 2021,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 107 créant de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 13-II de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 n° 2018/32 du 22 janvier 2018 prévoyant de nouvelles dispositions concernant le débat d'orientations budgétaires,

Ayant pris connaissance du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2023 et en avoir débattu,

La Commission d'Instruction « Finances, Moyens Généraux et Développement Economique » propose suite à ses travaux en date du 21 février 2023, un rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2023 permettant d'alimenter le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Le DOB a pour but de renforcer les discussions au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a renforcé l'information des élus en la matière. Dorénavant, la loi rend obligatoire, pour les exécutifs des communes de plus de 3.500 habitants, des départements, des régions, et des EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 3500 habitants, la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Enfin, la loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 n° 2018/32 du 22 janvier 2018 prévoit de nouvelles dispositions concernant le débat d'orientations budgétaires. Ainsi, l'article 13-II dispose que « A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. »

Où l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

Certifié exécutoire

Transmis en

Préfecture le 13/03/23

Notifié ou publié

le 13/03/23

Le Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président ou d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184-rue Duguesclin 69003 Lyon / www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois suivant sa publication

Ayant pris connaissance du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2023 et en avoir débattu,

PREND ACTE de la présentation du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2023 détaillé dans le document annexé à la présente délibération,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2023,

AUTORISE Monsieur le Président à prendre toute décision nécessaire à l'application de la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme.

Le Président,
RENAUD PFEFFER

PUBLIE LE 13 MARS 2023
RENAUD PFEFFER, PRÉSIDENT



PUBLIE LE 13 MARS 2023
RENAUD PFEFFER, PRESIDENT

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE



Rapport d'Orientations Budgétaires 2023

Sommaire

- 1. Contexte général :**
 - a) Contexte général économique et principales orientations de la Loi de Finances 2023**
 - b) Situation financière de la COPAMO**
- 2. Situation et orientations budgétaires de la COPAMO**
 - a) Equilibre général du budget**
 - b) Recettes de fonctionnement**
 - Fiscalité
 - Autres recettes
 - c) Dépenses de fonctionnement**
 - Evolution des dépenses de fonctionnement
 - Dépenses de personnel
 - Subventions et participations
 - Délégations de services publics
 - d) Section d'investissement**
 - Equilibre général du budget 2023
 - Dépenses d'équipement
 - Autorisations de Paiement et Crédits de Paiement – AP/CP
 - Dette
 - Programmation Pluriannuelle d'investissement

1. Contexte général

a) Contexte économique général

- Ralentissement de la croissance sur fond d'inflation record : inédit depuis 40 ans
- Zone Euro : région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine du fait de sa proximité géographique et des importantes difficultés d'approvisionnement énergétique
- En France, la moyenne de l'inflation a été de 5,2% en 2022 (1,6% en 2021), la plus faible de la Zone Euro (8,9%) en raison de mesures de lutte contre l'inflation :
 - ✓ Boucliers tarifaires
 - ✓ Remises sur carburant
- La perte du pouvoir d'achat (inférieure à 1% sur 2022) a été contenue grâce à :
 - ✓ des renégociations salariales
 - ✓ la revalorisation du SMIC (+ 2,1% en août)
 - ✓ la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique (3,5% en juillet)
 - ✓ la revalorisation des retraites complémentaires
 - ✓ des mesures de soutien (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la réduction de la taxe d'habitation, chèque énergie exceptionnel...)
- La crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques
 - ✓ le déficit public est marqué ces 3 dernières années par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, puis la crise énergétique induite par la guerre en Ukraine

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

- Le gouvernement a engagé sa responsabilité par 5 fois en déclenchant le 49.3 de la Constitution
- Aucun accord n'a été trouvé pour le projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 ; il devrait repasser en 2de lecture au Parlement au 1^{er} semestre 2023
- L'objectif du gouvernement est d'impliquer encore plus les collectivités dans le redressement des finances publiques mais sans recours au pacte de confiance
 - ✓ Il était prévu une trajectoire annuelle de progression des dépenses réelles de fonctionnement égale à l'inflation moins 0,5% avec des sanctions pour les plus grandes collectivités

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Mesures contre l'inflation :

- ✓ Reconduction du volet fiscal du bouclier tarifaire avec une diminution des tarifs de l'accise sur l'électricité : hausse des tarifs réglementés de vente (TRV) limitée à 15% notamment pour les petites collectivités
- ✓ Instauration d'un « amortisseur électricité » pour les collectivités non concernées par le TRV :
 - L'Etat prend en charge une partie de la facture d'électricité (50% du surcoût du prix annuel moyen de la part énergie au-delà de 180 €/MWh avec un plafond de 500 € / MWh
- ✓ Dotation de soutien aux collectivités territoriales confrontées à une situation de forte inflation de leurs dépenses d'énergie :
 - Élargissement du dispositif du « filet de sécurité » mis en place en 2022. Aide pour faire face à l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie. Décret en cours de rédaction.
 - Ciblage sur les dépenses d'énergie
 - Critères d'éligibilité : l'épargne brute 2023 doit avoir baissé d'au moins 15% par rapport à 2022
- ✓ Prolongement du bouclier tarifaire avec une limitation de la hausse des tarifs réglementés de vente (TRV) du gaz à 15%
 - Poursuite du plafonnement de l'augmentation des TRV entre janvier et juillet 2023
 - Un bouclier tarifaire sur les prix du gaz jusqu'à fin 2023 (compte tenu de la suppression des TRV du gaz au 30 juin 2023) pour les ménages et les petites entreprises (pas les collectivités)

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Dotations et péréquation:

Hausse de la DGF pour la 1^{ère} fois depuis 13 ans à 26,931 milliards d'euros (abondement de 320 millions d'Euros pour financer la hausse des dotations de péréquation) :

- ✓ Hausse de 3,51% de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- ✓ Hausse de 10,65% de la dotation de solidarité rurale (DSR) dont au moins 60% pour la fraction péréquation
- ✓ Hausse de 30M€ de la dotation d'intercommunalité (DI)
- ✓ Déplafonnement de la dotation d'intercommunalité pour les CC < 20 001 habitants
- ✓ Pas d'écèlement sur la DGF des communes. La dotation forfaitaire des communes évoluera donc en fonction de sa population DGF sans prélèvement

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2022

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Dotations et Péréquations :

- ✓ Augmentation de la dotation élu local attribuée aux communes de moins de 1 000 habitants
- ✓ Réforme de la dotation pour stations de titres sécurisés (DTS)
 - Soutien financier supplémentaire de 20 millions d'euros en 2023
- ✓ Montant du FPIC
 - Montant COPAMO 2022 : 106 081 € (montant BP 2023 : 111 300 €)
 - Montant Pays Mornantais 2022 : 257 360 €

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Mesures fiscales:

- Suppression de la CVAE et remplacement par une fraction de la TVA :
 - ✓ La CVAE payée par les entreprises en 2023 sera reversée au budget de l'Etat au taux de 0,375% puis suppression complète en 2024
 - ✓ Les EPCI percevront une fraction de la TVA en 2023 en compensation :
 - Une part fixe sur la base d'une moyenne de leurs recettes de CVAE de 2020 à 2023
 - Une part variable liée à la dynamique de la TVA nationale si elle est positive (fonds national d'attractivité des territoires)
- Adaptations de dispositifs fiscaux (exonération de TFB et TAM) aux exigences de la transition énergétique :
 - ✓ Exonération de TFB pour les logements sociaux qui remplissent au moins 4 critères de qualité environnementale
 - ✓ Augmentation de la valeur forfaitaire des places de stationnement à ciel ouvert pour la taxe d'aménagement (pour lutter contre l'artificialisation des sols)
 - ✓ Création d'une exonération facultative de TAM pour les constructions et aménagements réalisés sur des terrains pollués

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Mesures fiscales:

- Augmentation du taux de la taxe annuelle sur les logements vacants :
 - ✓ La TLV instituée par les communes mais perçue par l'Etat passe de 12,5% à 17% la première année, puis de 25% à 34% à partir de la deuxième année
- Suppression de la condition de « non-cohabitation » pour les abattements, dégrèvements et exonérations de TFB et THRS pour les personnes à faible revenu :
 - ✓ Un tiers occupant le logement est désormais possible
- Suspension jusqu'en 2025 de l'intégration des valeurs locatives des locaux professionnels révisées en 2022 et actualisation classique en 2023 :
 - ✓ Afin d'éviter des écarts entre les valeurs locatives et la réalité du marché, il est prévu une mise à jour annuelle des grilles tarifaires des bases imposables et une révision plus large tous les 6 ans sur les différents paramètres de calcul (secteurs d'évaluation, grilles tarifaires, coefficient de localisation).
 - ✓ Cette révision a eu lieu en 2022 et devait s'appliquer aux bases 2023, compte tenu des difficultés des commissions locales pour établir cette actualisation, son application a été décalée à 2025
- Report de 2 ans des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation
 - ✓ Le calendrier est décalé de 2 ans pour tenir compte du décalage des effets de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels

1. Contexte général

a) Principales orientations de la Loi de Finances 2023

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Soutien à l'investissement local :

- Baisse du montant de la DSIL pour 2023 (- 337 millions d'euros)

Mais les taux de subvention accordés au titre de la DETR et de la DSIL peuvent être majorés en tenant compte du caractère écologique des projets

- Création d'un « Fonds vert » (2 M€) en soutien aux investissements de transition écologique des collectivités qui répondent à 3 types d'action :
 - ✓ Le renforcement de la performance environnementale dans les territoires (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...)
 - ✓ Leur adaptation au changement climatique (notamment vis-à-vis des risques naturels, renaturation)
 - ✓ L'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission...)

Mesures diverses :

- ✓ Prolongement d'un an de l'expérimentation de la certification des comptes
- ✓ Nouvelle période d'appel à candidature pour le compte financier unique (CFU)

1. Contexte général

b) Situation financière de la COPAMO

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le



ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Année	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Produits courants	13 003 999 €	13 526 766 €	13 373 597 €	13 125 795 €	13 238 226 €	13 483 474 €	14 548 423 €
Charges courantes	12 195 057 €	11 555 156 €	11 666 247 €	11 193 542 €	10 915 566 €	11 356 665 €	12 243 946 €
Epargne brute	808 942 €	1 971 610 €	1 707 350 €	1 932 253 €	2 322 660 €	2 126 809 €	2 304 477 €
Remb. capital dette	1 064 381 €	1 129 535 €	1 155 687 €	1 187 936 €	1 208 031 €	1 250 581 €	1 295 485 €
Epargne nette	- 255 439 €	842 075 €	551 663 €	744 317 €	1 114 629 €	876 228 €	1 008 992 €
Taux épargne brute	6,22%	14,58%	12,77%	14,72%	17,55%	15,77%	15,84%

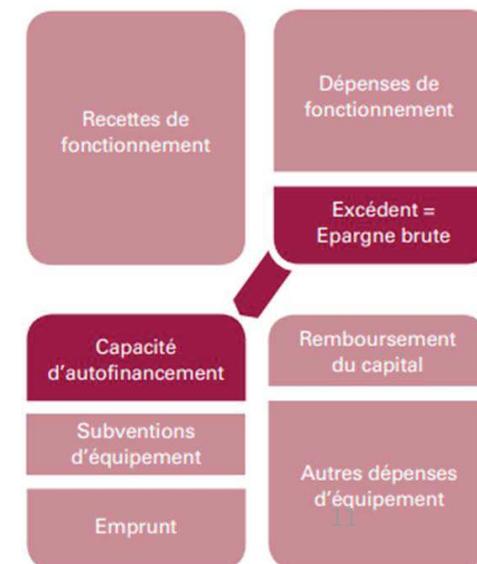
Le **taux d'épargne brute** (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.

Taux épargne brute :

Danger en-dessous de 5%

Seuil alerte en-dessous de 8%

bon taux à partir de 10-12%



2. Situation et orientations budgétaires

a) Équilibre général du budget – section de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

DEPENSES	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023
011 - Charges à caractère général	2 503 602 €	2 389 000 €	2 519 100 €	2 661 264 €
012 - Charges de personnel	3 950 000 €	3 990 000 €	4 115 500 €	4 276 070 €
014 - Atténuations de produits	454 774 €	440 000 €	442 300 €	461 074 €
65 - Autres charges gestion courante	4 752 118 €	4 829 080 €	5 277 951 €	5 576 955 €
Sous total dépenses courantes	11 660 494 €	11 648 080 €	12 354 851 €	12 975 363 €
66 - Charges financières	446 563 €	425 000 €	392 700 €	460 013 €
67 - Charges exceptionnelles	13 847 €	290 302 €	8 300 €	22 300 €
68 - Dotations aux provisions	- €	- €	- €	25 222 €
TOTAL DEPENSES REELLES	12 120 904 €	12 363 382 €	12 755 851 €	13 482 898 €
042 - Dotation aux amortissements et écritures d'ordre de cessions	396 185 €	543 185 €	572 500 €	593 185 €
022 - Dépenses imprévues Fonct	50 000 €	50 000 €	40 215 €	20 000 €
023 - Virement à la sect° d'investis.	2 278 497 €	1 906 495 €	2 235 027 €	2 338 318 €
TOTAL DEPENSES	14 845 586 €	14 863 062 €	15 603 593 €	16 434 401 €

2. Situation et orientations budgétaires

a) Équilibre général du budget – section de fonctionnement

RECETTES	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023
013 - Atténuations de charges	58 547 €	49 400 €	76 000 €	70 000 €
70 - Produits des services	1 200 541 €	981 600 €	1 113 200 €	1 134 112 €
73 - Impôts et taxes	9 462 024 €	9 543 255 €	9 916 300 €	10 799 218 €
74 - Dotations et participations	2 581 352 €	2 740 795 €	2 666 100 €	2 668 920 €
75 - Autres produits gestion courante	375 477 €	376 100 €	380 000 €	353 586 €
Sous total recettes courantes	13 677 941 €	13 691 150 €	14 151 600 €	15 025 836 €
77 - Produits exceptionnels	121 753 €	- €	23 100 €	71 379 €
TOTAL RECETTES REELLES	13 799 694 €	13 691 150 €	14 174 700 €	15 097 215 €
042 - Opérations d'ordre entre sections	157 674 €	220 100 €	305 150 €	344 983 €
002 - Excédent antérieur reporté Fonc	888 218 €	951 812 €	1 123 743 €	992 202 €
TOTAL RECETTES	14 845 586 €	14 863 062 €	15 603 593 €	16 434 401 €

2. Situation et orientations budgétaires

b) 1. Recettes de fonctionnement : hypothèses d'évolution

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Il est ouvert à débat l'évolution des taux de la fiscalité pour 2023 :

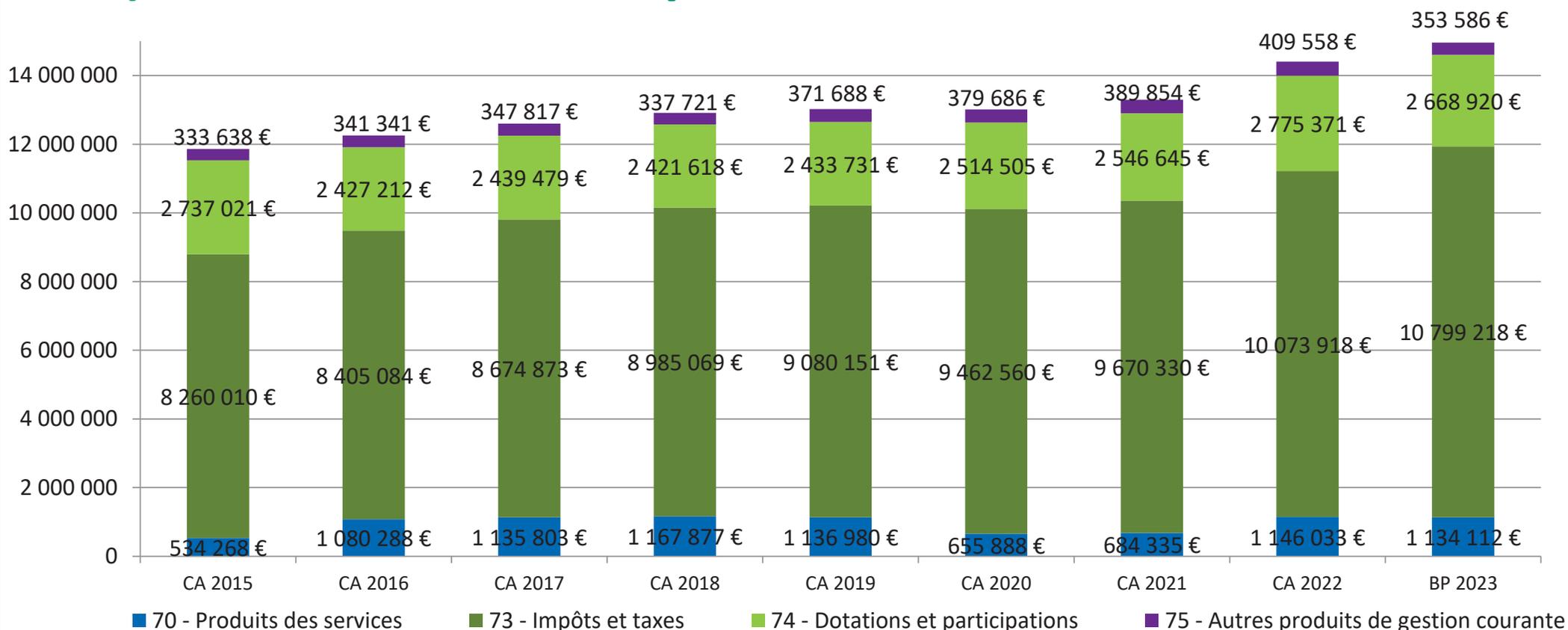
	Prévision évolution bases 2023	Taux 2022
Taxe d'Habitation (THRS) sur résidences secondaires	+ 7,1 %	7,73%
Taxe Foncier Bâti (TFB)	+ 9,35 %	2,30%
Taxe Foncier Non Bâti (TFNB)	+ 6,65 %	5,88%
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	3 %	24,87%
Taxe Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)	+ 9,22%	taux par commune
Fraction de TVA nationale	+ 5,1 %	

La fraction de TVA remplace la Taxe d'habitation et la CVAE

2. Situation et orientations budgétaires

b) 2.Évolution des chapitres 70-73-74-75

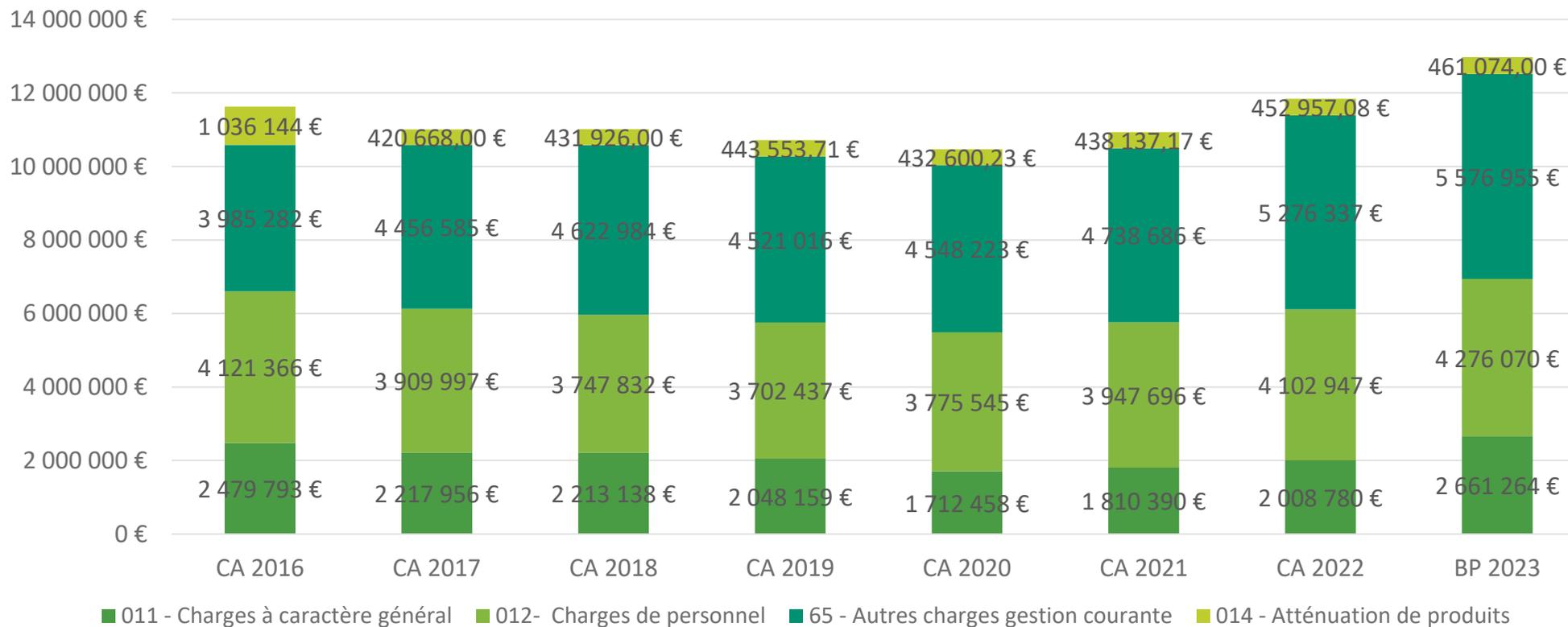
Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE



CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
11 864 937 €	12 253 925 €	12 597 972 €	12 912 285 €	13 022 550 €	13 012 639 €	13 291 164 €	14 404 880 €	14 955 836 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 1.Évolution des chapitres 011-012-014-65



CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
10 008 285 €	11 622 585 €	11 005 206 €	11 015 881 €	10 715 166 €	10 468 826 €	10 934 910 €	11 841 022 €	12 975 363 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

- Effectifs de la COPAMO

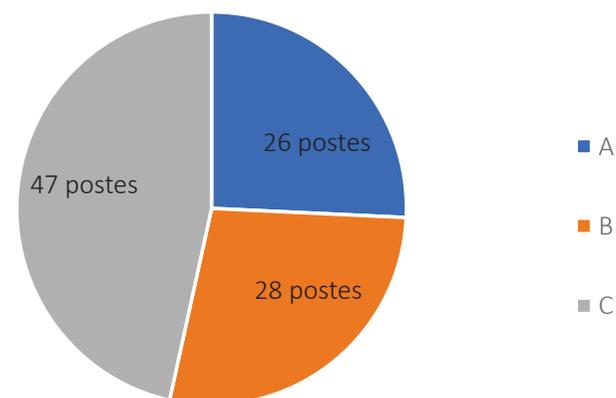
Au 31/12/2022, 101 postes (**93,25 ETP**) sont ouverts au tableau des effectifs (contre 87,63 ETP au 31/12/2021.)

80,94 sont pourvus contre 77,67 au 31/12/2021.

Parmi ces postes, 3 sont mis à disposition de la SPL et de l'OTI.

- Répartition des postes par catégories

Au 01/01/2023, 3 postes de catégorie A seront supprimés.



2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

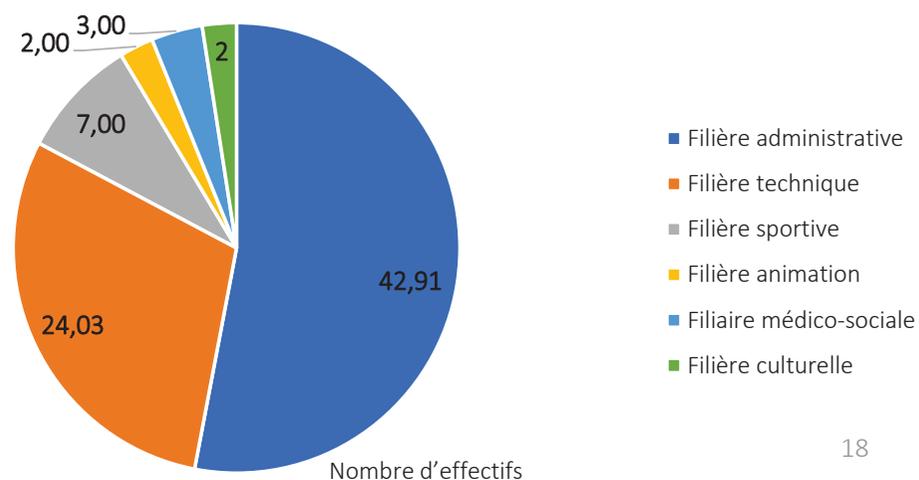
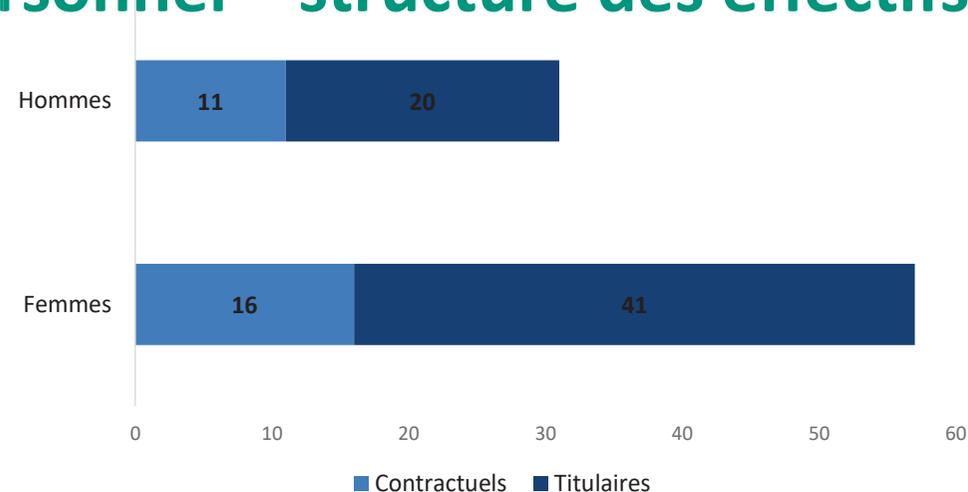


- Répartition par statut :

72 % des femmes et 66 % des hommes sont titulaires

- Répartition par filière en ETP

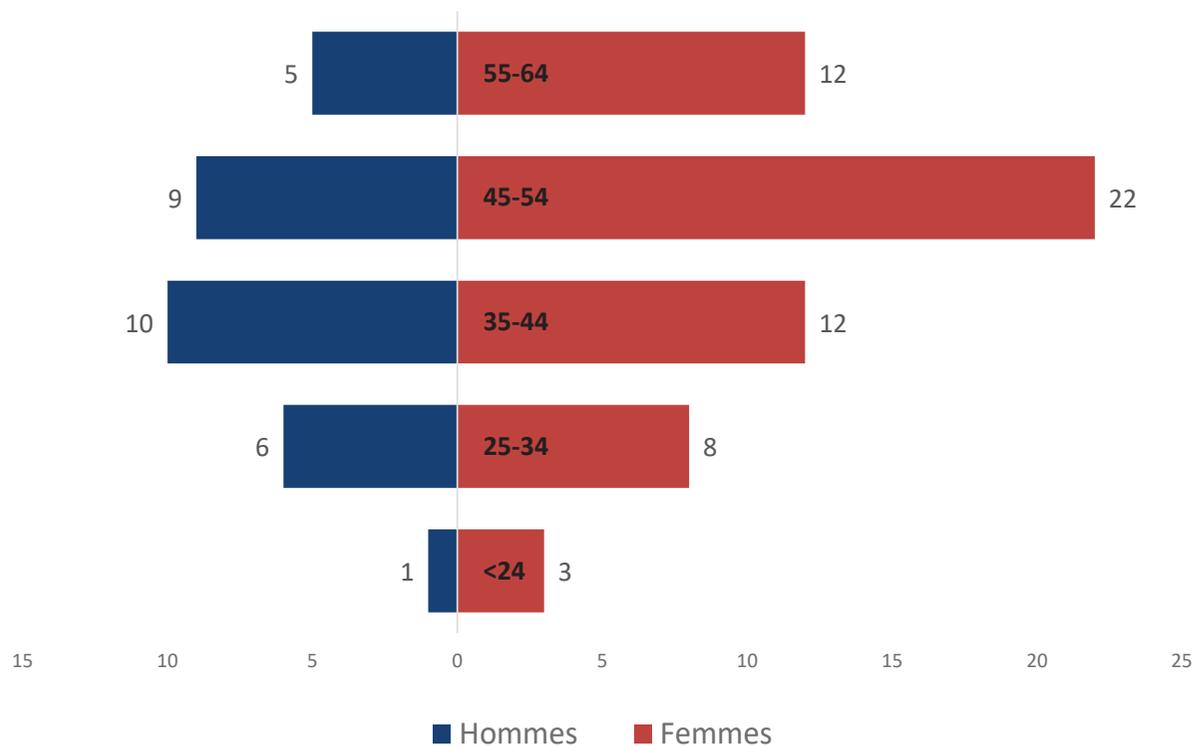
Les filières administrative et technique sont les plus représentées avec respectivement 53% et 30 % des effectifs en ETP.



2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – structure des effectifs

- Pyramide des âges



L'âge moyen des effectifs au 31/12/2022 est de 45 ans

65 % des agents sont des femmes

En 2023 aucun départ à la retraite n'est prévu.

2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – durée effective du temps de travail

- Durée effective du temps de travail

La durée effective du temps de travail est de 1 607 heures annuelles, journée de solidarité incluse. Deux cycles de travail existent à la COPAMO : 35h et 39h hebdomadaires.

Au tableau des effectifs, 20 postes sont ouverts à temps non complet. Au cours de l'année 2022, deux postes à temps non complet ont été réévalués à des temps complets.

Parmi les emplois à temps complet, on dénombre 6 agents exerçant leur activité à temps partiel sur autorisation.

Un groupe de travail sera constitué en 2023 pour une mise à jour du règlement interne du temps de travail.

Le dispositif du compte épargne temps a été mis en place en 2005, autorisant la monétisation des jours épargnés. En 2022, 106 jours de CET ont été indemnisés.

2. Situation et orientations budgétaires

c) Évolution des dépenses de personnel – évolution prévisionnelle de structure des effectifs

- Evolutions de la structure des effectifs au cours de l'année 2022

En 2022, la mise en œuvre de la nouvelle organisation et du centre de ressources et les ajustements nécessaires ont entraîné un certain nombre de modifications au tableau des effectifs :

- Création de deux postes de DGA et d'un poste de coordinateur du centre de ressources
- Création d'un poste de responsable de la communication et d'un coordinateur des actions culturelles
- Création d'un poste de gestionnaire RH et diminution du temps de travail d'un autre
- Augmentation des temps de travail de 6 postes pour limiter le recours aux heures supplémentaires
- Suppression d'un poste dans les services à la population ainsi que du poste de responsable de secteur ressources transversales
- Modification de grades d'accès de 6 postes

5 avancements de grades et 1 promotion interne ont été prononcés au cours de l'année.

2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – évolution prévisionnelle de structure des effectifs

- Evolutions prévisionnelles de la structure des effectifs en 2023

Pour finaliser et répondre aux objectifs de la nouvelle organisation et aux enjeux budgétaires :

- Suppression d'un poste de DGA du Pôle aménagement et développement qui sera directement supervisé par le DGS
- Suppression du poste de responsable de secteur ADP et de responsable des actions culturelles
- Ajustements de postes et de temps de travail au sein des services
- Réflexions engagées :

sur l'organisation de l'équipe de l'espace culturel Jean Carmet pour répondre aux attentes des usagers et en prévision de la construction d'une nouvelle salle

pour ajuster les effectifs de l'équipe du centre aquatique et faciliter l'organisation, répondre aux fortes attentes des usagers, pallier les difficultés de recrutement et limiter le recours aux vacataires

sur l'organisation et les besoins des services développement économique et aménagement du territoire

1 nomination stagiaire au 01/01/23 et deux autres envisagées en cours d'année

2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel

- Evolutions de rémunération, dispositions prévues par la loi de finances et autres textes réglementaires.
 - Revalorisation du point d'indice au 01/07/22 (+3,5%). Coût pour l'année 2023 : 112 000€
 - Revalorisation du SMIC au 01/01/2023 (+1,81%)
 - Reclassement de certains agents de catégorie B en septembre 2022
 - Augmentation du minimum de traitement dans la FPT à l'indice majoré 353
 - Majoration de 0,05 % de la cotisation patronale CNFPT pour le financement de l'apprentissage dans le secteur public

2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

c) 2.Évolution des dépenses de personnel – mutualisation en 2022

- Poursuite des activités mutualisées en 2022 :
 - Poursuite des activités du **Service commun Ressources Humaines** (Copamo, Chabanière et St André la Côte) et intégration de 3 nouvelles collectivités au 01/07/2022 (Riverie, le SOL et le SYGR): gestion des carrières, paies, contrats de tous les agents -173 dossiers agents + 43 dossiers élus-remboursement par les communes à la Copamo en 2022: 36 150€ (497€ par dossier agent pour les collectivités du territoire).
 - Poursuite des activités du **Service commun Espaces verts** (Copamo, Mornant) : optimisation des coûts d'entretien espaces verts sur le territoire de la commune de Mornant (sites COPAMO + sites Commune): remboursement par la Copamo à Mornant en 2022 : 10 520 €
 - La **Plateforme d'ingénierie** : mise à disposition de compétences de la Copamo (AMO projets de construction, de voirie, commande publique, communication, foncière, finances....) au service des projets communaux. Depuis 2018, 2632h de prestations pour 31 projets. Remboursements 2022 par les communes : 20 407€ pour 812 heures d'interventions dans l'année.
 - **Systèmes d'informations** : Première convention passée avec la commune de Saint Laurent d'Agnay, à titre expérimental, pour la maintenance et le suivi des équipements informatiques, le 1^{er} octobre 2022, pour un an.

2. Situation et orientations budgétaires

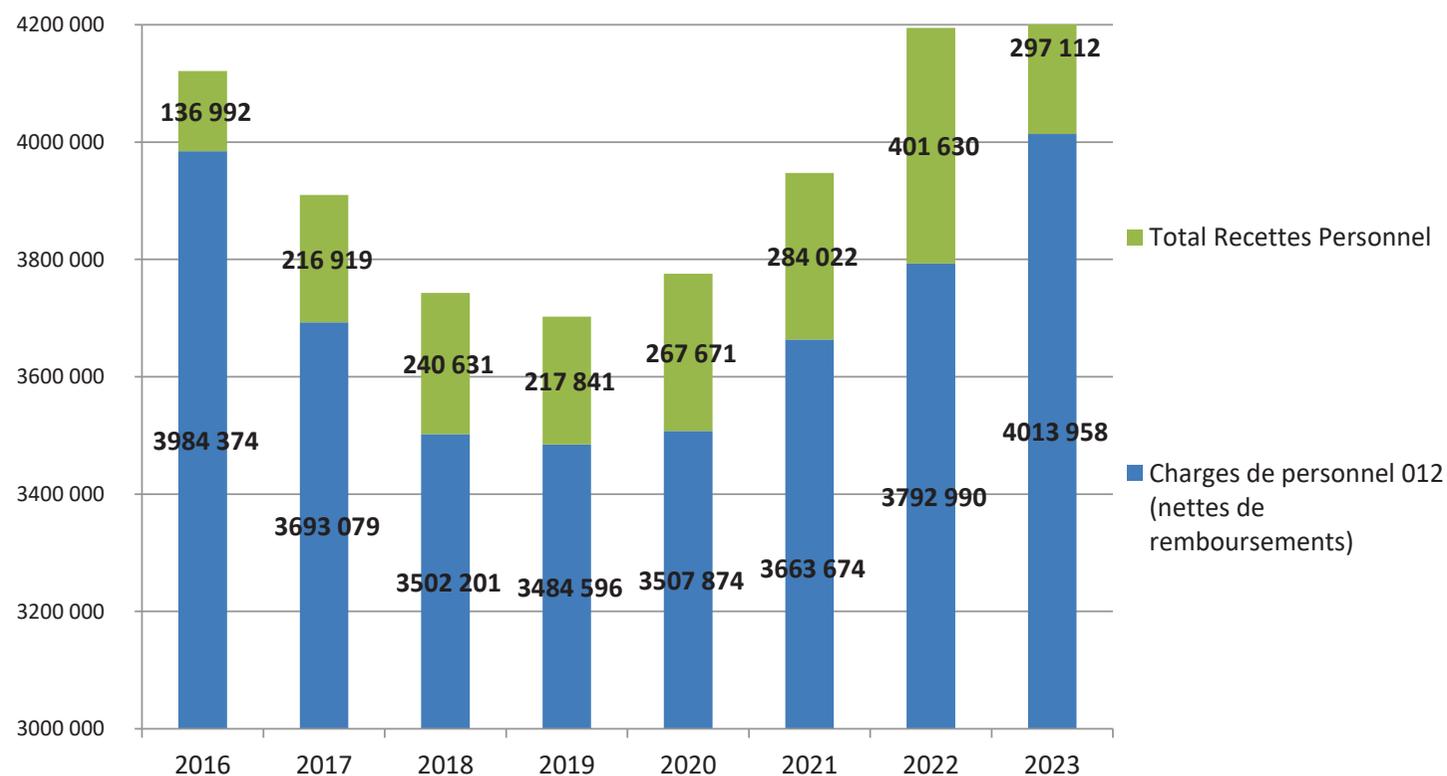
c) 2.Évolution des dépenses de personnel – Centre de ressources

- Poursuite des activités du centre de Ressources composé des services supports de la Copamo, résolument tourné vers les 11 communes et à leur service
- > Renforcement et création de services communs en 2023 :
 - Service commun RH : Réflexion sur l'intégration de la commune d'Orliénas.
 - Autres domaines d'activités du centre de ressources : l'achat public, la recherche de financements et de subventions, le développement de l'ingénierie financière, le suivi des obligations réglementaires...
 - > Poursuite des autres actions (plateforme d'ingénierie, ARC....) en 2023.
- En parallèle, mutualisation autour de la communication : prestations en fonction des besoins des communes

2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel

- Evolution des dépenses de personnel hors remboursements (maladie, mutualisation, postes financés...)



2. Situation et orientations budgétaires

c) 2.Évolution des dépenses de personnel

- Structuration de la masse salariale (DOB 2023)

Le chapitre 012 représente **31,75%**

(contre 32,3 % en 2022)

des dépenses réelles de fonctionnement

Recettes	297 117,00 €
Dont :	
<i>Communes membres</i>	77 141,00 €
<i>Mises à disposition SPL + OTI</i>	109 927,00 €
<i>Autres organismes</i>	45 049,00 €
<i>Remboursement indemnités journalières</i>	35 000,00 €
<i>Remboursement tickets restaurant</i>	30 000,00 €

Masse salariale (cotisations incluses)	4 124 543 €
Dont :	
<i>Traitement de base indiciaire</i>	2 239 205 €
<i>Nouvelle bonification indiciaire</i>	19 673 €
<i>Régime indemnitaire (IFSE + CIA)</i>	574 326 €
<i>Enveloppe heures supplémentaires</i>	10 000 €
<i>Indemnisation CET</i>	7 500 €
<i>Astreintes techniques</i>	20 000 €
<i>Evaluation tickets restaurant + GUSO</i>	98 000 €
<i>Cotisation CNAS</i>	21 000 €
<i>Assurance statutaire</i>	13 000 €
<i>Médecine professionnelle</i>	9 000 €
<i>Participation services communs espaces verts</i>	10 527 €
CHAPITRE 012	4 276 070 €

2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE



c) 3. Évolution des subventions et participations

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Subventions associations et particuliers	282 315 €	336 684 €	402 849 €	402 647 €	421 615 €	481 933 €	548 501 €
DSP petite enfance (2013)	936 104 €	915 950 €	850 643 €	867 625 €	888 985 €	899 855 €	918 573 €
DSP enfance (2015)	419 000 €	400 000 €	400 000 €	286 667 €	300 000 €	379 345 €	410 034 €
DSP jeunesse (2017)	478 000 €	450 000 €	308 000 €	283 681 €	305 800 €	364 333 €	369 500 €
SITOM	1 912 921 €	1 927 182 €	1 917 433 €	2 013 866 €	2 137 763 €	2 233 257 €	2 380 619 €
SOL - contribution	142 000 €	142 000 €	142 000 €	142 000 €	142 000 €	184 500 €	184 500 €
SOL - ADS	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	15 000 €
SOL - CREP		4 455 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
SOL - PCAET		10 000 €		0 €	0 €	0 €	0 €
SYDER	2 106 €	1 471 €	601 €	0 €	0 €	0 €	0 €
syndicats GEMAPI	0	170 494 €	171 416 €	254 166 €	266 796 €	272 138 €	333 322 €
Subventions de fonctionnement aux communes	2 500 €	0 €	49 470 €	49 470 €	32 980 €	0 €	55 000 €
Subventions de fonctionnement aux autres établissements et organismes publics Sytral, Smhar, Ch. Agric.)			6 400 €	1 600 €	0 €	125 111 €	67 174 €
Subventions de fonctionnement aux autres groupements (CCVG, CCVL)	8 188 €	5 070 €	8 213 €	7 821 €	8 350 €	7 025 €	8 900 €
Total des subventions et participations	4 243 134 €	4 423 306 €	4 317 025 €	4 369 542 €	4 564 289 €	5 007 498 €	5 291 123 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3.Évolution des subventions et participations

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le 
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
TOURISME	150 359 €	148 294 €	149 723 €	164 025 €	185 120 €
CULTUREL	- €	650 €	650 €	12 600 €	650 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	27 650 €	31 500 €	37 485 €	27 060 €	42 700 €
RELATIONS SOCIALES	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	6 000 €
COMMUNICATION, MANIFESTATIONS	4 000 €	2 000 €	2 000 €	6 000 €	6 000 €
SOLIDARITE	67 141 €	59 129 €	70 949 €	65 852 €	79 605 €
MAISON France Services	60 300 €	60 554 €	62 936 €	61 474 €	63 500 €
PETITE ENFANCE-ENFANCE- JEUNESSE	47 112 €	47 112 €	47 112 €	47 112 €	47 112 €
ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE	41 287 €	48 408 €	45 760 €	92 810 €	117 214 €
CENTRE AQUATIQUE	- €	- €	- €	- €	600 €
TOTAL	402 849 €	402 647 €	421 615 €	481 933 €	548 501 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
TOURISME	150 359 €	148 294 €	149 723 €	154 025 €	179 620 €
Office du Tourisme	144 859 €	142 794 €	144 223 €	154 025 €	179 620 €
L'Araire	4 000 €	4 000 €	4 000 €	6 000 €	4 000 €
Patrimoine Pays Mornantais	500 €	500 €	500 €	1 000 €	500 €
Association Bikets (VTT mornantais)	1 000 €	1 000 €	500 €	500 €	500 €
Cyclo Jarrézien			500 €	500 €	500 €
Féd. Fr. rando pédestre (Topo guide)				2 000 €	
CULTUREL	- €	650 €	650 €	12 600 €	650 €
Le temps d'un film		650 €	650 €	650 €	650 €
Hors les murs				11 950 €	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	27 650 €	31 500 €	37 485 €	27 060 €	42 700 €
CERCL	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Rhône Développement initiative	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
e plateforme commerce					
AAP pour co-financement					2 000 €
Sud ouest emploi JPEF	1 250 €				
Coworking	9 200 €	13 500 €	9 000 €	9 360 €	11 700 €
Coworking développement numérique					5 000 €
UCAPAM				1 700 €	5 000 €
UrbaLyon			1 875 €		
Aides numériques plan relance éco			10 610 €		
Aides boulangers coût énergie					3 000 €
Animation revitalisation centre bourg					30

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Berger
Levrault

2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
RELATIONS SOCIALES	5 000 €				
Amicale du personnel (Convention)	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Amicale du personnel (Délibération)					1 000 €
COMMUNICATION, MANIFESTATIONS	4 000 €	2 000 €	2 000 €	6 000 €	6 000 €
Comité de Jumelage	4 000 €	2 000 €	2 000 €	6 000 €	6 000 €
SOLIDARITE	67 141 €	59 129 €	70 949 €	65 852 €	79 605 €
AMAD	53 486 €	51 324 €	51 944 €	50 447 €	55 000 €
Un autre regard en PM	800 €	800 €	800 €	800 €	800 €
2 P'tits pas pour demain		2 800 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €
ADMR	7 900 €	- €	7 900 €	- €	7 900 €
Octobre rose (histoire de femmes)	300 €	300 €	300 €	600 €	300 €
France rein				- €	300 €
Septembre en Or				300 €	300 €
France adot				- €	300 €
Projet social à définir					1 000 €
SOS Feeminité		200 €	300 €		
Projet Bus de jobs				4 000 €	4 000 €
Mission locale intercommunale Fonds Aide aux Jeunes (FAJ)	205 €	205 €	205 €	205 €	205 €
Sud Ouest Emploi - JPEF	750 €	- €	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Emmaüs	3 500 €	3 500 €	3 500 €	3 500 €	3 500 €

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

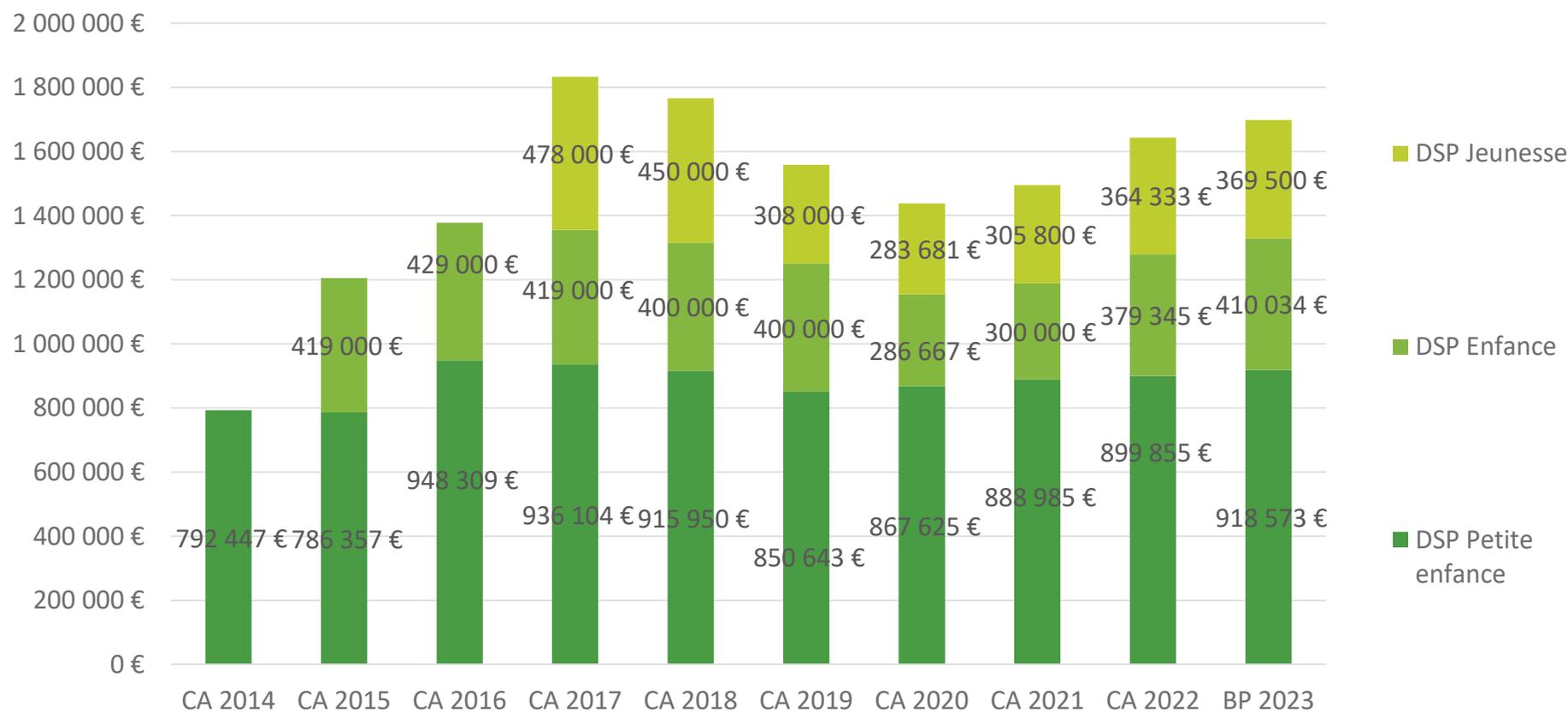
2. Situation et orientations budgétaires

c) 3. Évolution des subventions et participations

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
MAISON France Services	60 300 €	60 554 €	62 936 €	61 474 €	63 500 €
Mission locale intercommunale	33 500 €	34 554 €	34 936 €	35 474 €	35 500 €
Sud Ouest Emploi	26 000 €	26 000 €	26 000 €	26 000 €	26 000 €
Promeneur du Net			2 000 €		
Bourse aux projets humanitaires	800 €	- €	- €	- €	2 000 €
PETITE ENFANCE-ENFANCE- JEUNESSE	47 112 €				
Ludothèque Ma petite famille pour demain LAEP	47 112 €	47 112 €	47 112 €	47 112 €	47 112 €
ENVIRONNEMENT , AGRICULTURE	41 287 €	48 408 €	45 760 €	92 810 €	117 214 €
Développement durable	12 000 €	- €	5 729 €	4 583 €	40 371 €
Développement agricole	7 751 €	25 939 €	24 732 €	43 980 €	49 001 €
Développement environnement	21 536 €	22 469 €	15 300 €	44 248 €	27 842 €
CENRE AQUATIQUE	- €	- €	- €	- €	600 €
Développement durable		- €	- €	- €	600 €
TOTAL	402 849 €	402 647 €	421 615 €	481 933 €	548 501 €

2. Situation et orientations budgétaires

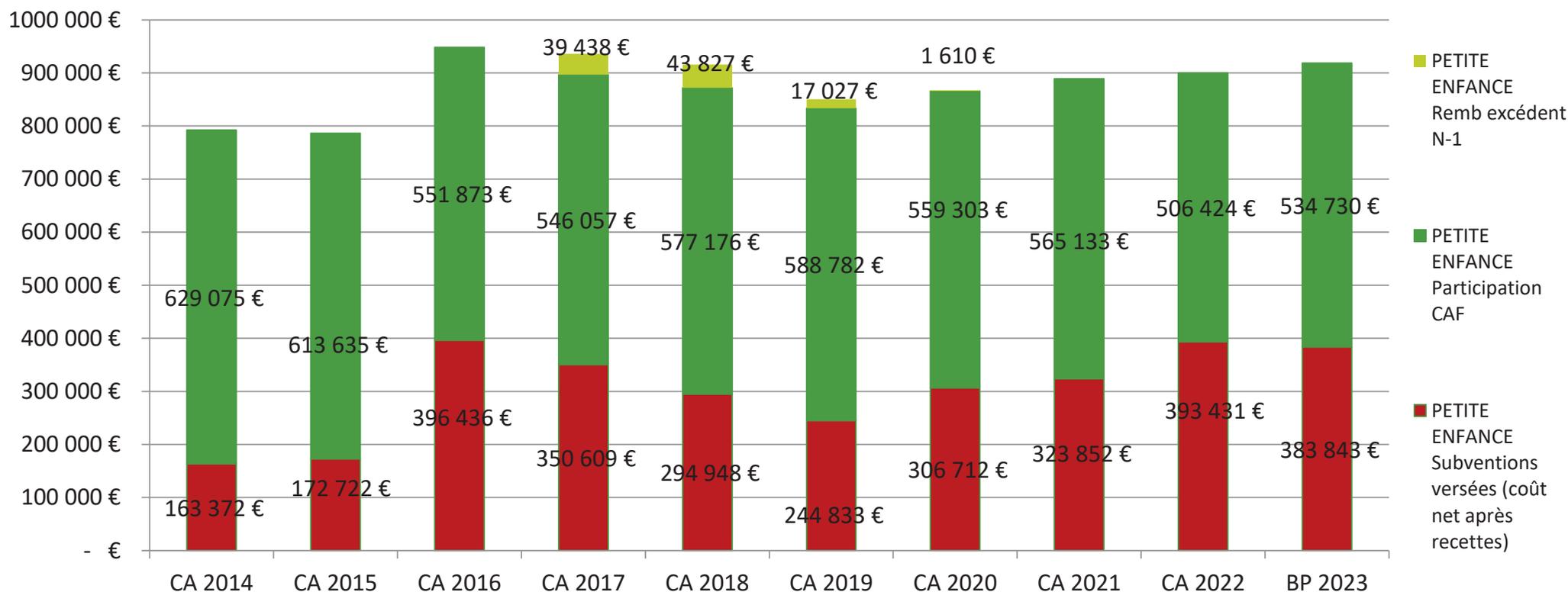
c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP)



2. Situation et orientations budgétaires

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) – PETITE ENFANCE

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE



Montant brut des participations versées avant versement CAF

CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
792 447 €	786 357 €	948 309 €	936 104 €	915 950 €	850 643 €	867 625 €	888 985 €	899 855 €	918 573 €

2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

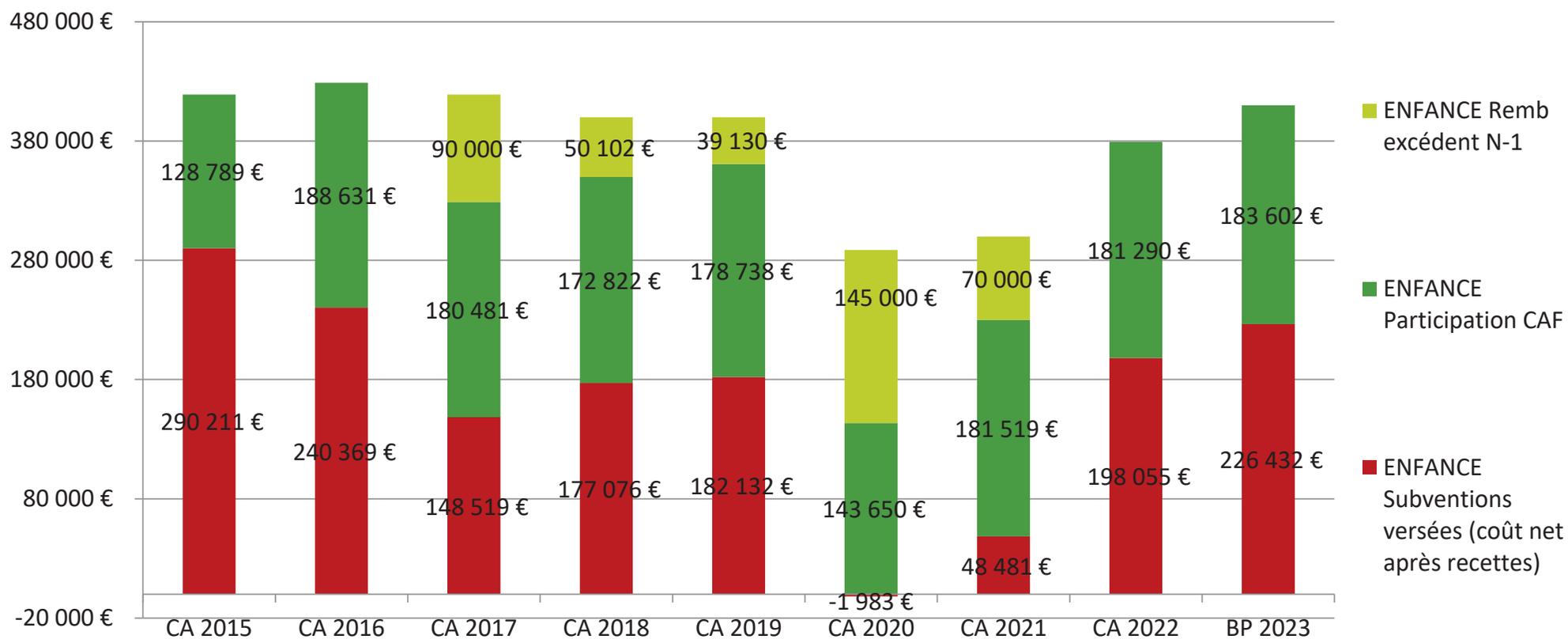
Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le



ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) - ENFANCE

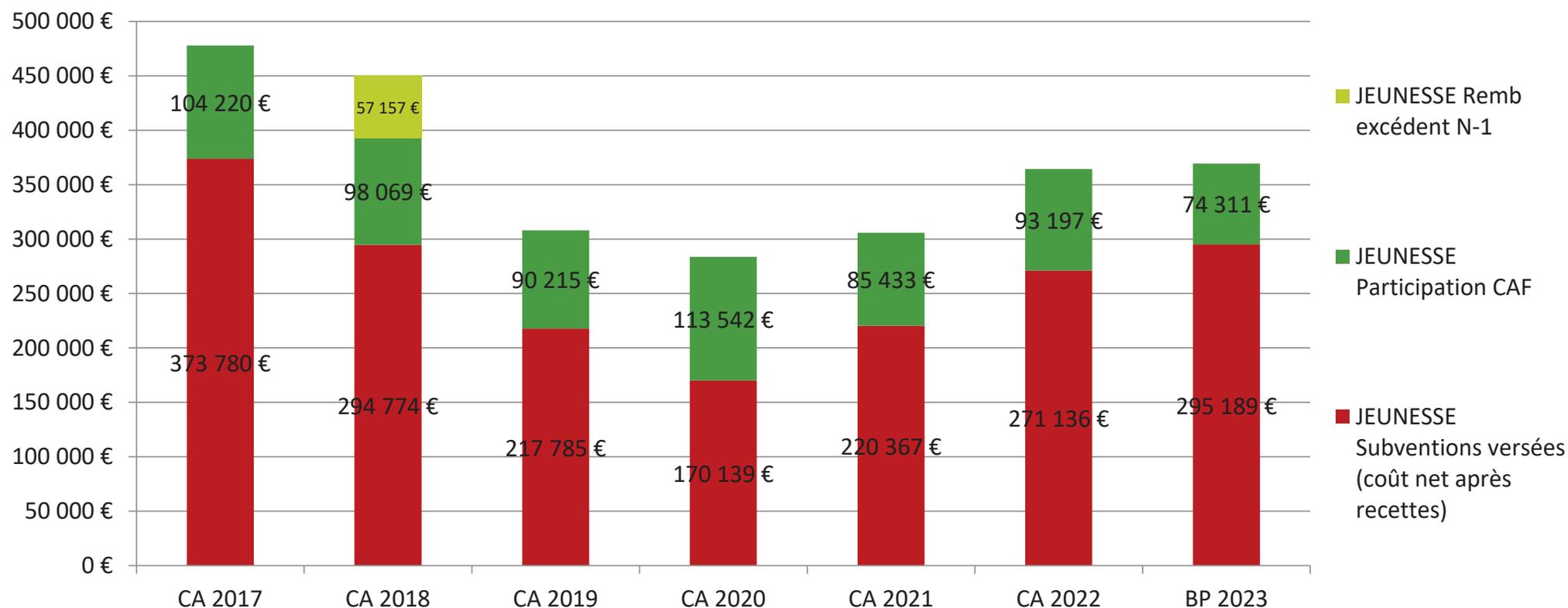


Montant brut des participations versées avant versement CAF

CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
- €	419 000 €	429 000 €	419 000 €	400 000 €	400 000 €	286 667 €	300 000 €	379 345 €	410 034 €

2. Situation et orientations budgétaires

c) 4. Évolution des délégations de services publics (DSP) - JEUNESSE



Montant brut des participations versées avant versement CAF						
CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
478 000 €	450 000 €	308 000 €	283 681 €	305 800 €	364 333 €	369 500 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 1. Section INVESTISSEMENT – Equilibre général

	Prévu 2022	Réalisé 2022	Reports 2022	BP 2023	Reports + BP 2023
Dépenses réelles investissement	5 080 376 €	3 699 249 €	238 696 €	5 092 171 €	5 330 866 €
<i>dépenses imprévues</i>	40 000 €			20 000 €	20 000 €
Remboursement capital dette	1 295 730 €	1 295 484 €		1 318 654 €	1 318 654 €
Remboursement du prêt relais	300 000 €	0 €		300 000 €	300 000 €
<i>Opérations d'ordre</i>	405 150 €	305 431 €		444 983 €	444 983 €
<i>résultat cumulé</i>	1 753 246 €	1 753 246 €		2 551 048 €	2 551 048 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	8 874 502 €	7 053 410 €	238 696 €	9 726 856 €	9 965 552 €
Recettes réelles d'investissement	4 528 275 €	3 437 681 €	612 735 €	4 790 474 €	5 403 209 €
<i>Opérations d'ordre</i>	672 500 €	564 680 €		693 185 €	693 185 €
<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	2 235 027 €			2 338 318 €	2 338 318 €
<i>Cessions</i>	538 700 €			330 840 €	330 840 €
Emprunt réel	900 000 €	500 000 €		1 200 000 €	1 200 000 €
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	8 874 502 €	4 502 361 €	612 735 €	9 352 817 €	9 965 552 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 1. Section INVESTISSEMENT – Dépenses d'équipement

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Montant en €	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
Dépenses équipement	3 560 265 €	2 607 585 €	1 705 218 €	954 473 €	3 381 936 €	2 578 288	3 634 249	5 290 316 €
Financement (Subv, FCTVA)	1 708 551 €	723 093 €	425 015 €	692 069 €	813 339 €	1 406 220	1 911 856	3 208 390 €
Coût net	1 851 714 €	1 884 491 €	1 280 202 €	262 403 €	2 568 597 €	1 172 067	1 722 393	2 081 926 €

Sur la période 2016-2022, le niveau moyen des dépenses d'équipement s'élève à 2,63M€.

Ces dépenses sont couvertes à près de 53% par les recettes d'investissement pour 2022 et 61% pour 2023 (subventions et FCTVA).

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP

Des opérations sont proposées sous forme d'AP/CP : cela permet une gestion pluriannuelle de certaines opérations d'investissement.

- AP : Autorisation de Paiement
- CP : Crédit de Paiement

La gestion sous forme d'AP/CP permet à la COPAMO de ne pas faire supporter au budget 2023 l'intégralité d'une dépense pluriannuelle et de ne pas prévoir en recettes l'intégralité des recettes correspondantes.

Seules les dépenses à payer au cours de l'exercice donné sont retracées au budget.

Les AP sont la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées. Elles demeurent valables sans limitation de durée, peuvent être révisées à tout moment par délibération du Conseil Communautaire. Il s'agit du montant global de l'opération qui pourra être dépensé sur plusieurs exercices.

Les CP correspondent à l'inscription des crédits pour un budget donné.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Répartition des dépenses d'équipement

	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP n°1 : 2019-001 Voirie Mornant Avenue de Verdun	11 448 €	5 208 €	63 838 €	745 692 €	935 000 €	512 694 €		
AP n°2 : 2019-002 Voirie Platières Bassin de rétention	20 034 €	1 673 771 €	797 138 €	220 081 €	3 000 €			
AP n°3 : 2021-001 Voirie Orléanas Carrefour Boulard			43 288 €	882 588 €	537 124 €			
AP n°4 : 2021-002 Transition écologique			156 300 €	227 456 €	359 610 €	196 635 €		
AP n°5 : 2021-2023 Voirie Schéma Directeur 2021-2023				860 157 €	1 558 356 €	83 488 €		
AP n°6 : 2022-002 Plan vélo				35 365 €	538 000 €	842 509 €	420 126 €	300 000 €
AP n°7 : 2022-003 PLH 3					74 306 €	180 200 €	365 200 €	464 200 €
AP n°8 : 2022-004 Soutien à l'agriculture					110 267 €	135 000 €	140 000 €	114 733 €
Total des AP CP	31 482 €	1 678 979 €	1 060 564 €	2 971 339 €	4 115 663 €	1 950 526 €	925 326 €	878 933 €
Dépenses d'équipement hors AP CP	922 991 €	1 702 957 €	1 499 724 €	662 910 €	1 205 203 €	3 131 172 €	6 562 340 €	6 342 000 €
Total dépenses d'équipement	954 473 €	3 381 936 €	2 560 288 €	3 634 249 €	5 320 866 €	5 081 698 €	7 487 666 €	7 220 933 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Voirie Mornant – Avenue de Verdun

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023	CP 2024
COUT ESTIMATIF TTC :	1 750 000 €	523 880 €	2 273 880 €	11 448 €	5 208 €	63 838 €	745 692 €	935 000 €	512 694 €
Etudes - Travaux	1 750 000 €	523 880 €	2 273 880 €	11 448 €	5 208 €	63 838 €	745 692 €	935 000 €	512 694 €
FINANCEMENT :				300 000 €	- €	- €	360 303 €	400 505 €	40 201 €
Subvention Commune							300 000 €	300 000 €	
Subvention DSIL							48 333 €	80 555 €	32 221 €
Subvention DETR							11 970 €	19 950 €	7 980 €
Subvention Département				300 000 €					

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Voirie Platières – Bassin de rétention

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023
COUT ESTIMATIF TTC :	1 380 000 €	1 334 024 €	2 714 024 €	20 034 €	1 673 771 €	797 138 €	220 081 €	3 000 €
Etudes - Travaux	1 380 000 €	1 334 024 €	2 714 024 €	20 034 €	1 673 771 €	797 138 €	220 081 €	3 000 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	100 000 €	132 519 €	432 196 €	86 209 €	330 019 €
Subvention Département				100 000 €		72 000 €	54 000 €	54 000 €
Subvention Région						323 981 €	- €	276 019 €
Subvention DETR					31 920 €	7 980 €	- €	- €
Subvention DSIL					100 599 €	28 235 €	32 209 €	- €

Révision de l'AP en diminution pour prendre en compte les derniers montants à payer en 2023 : - 20 976 €



2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Voirie Orléanas – Carrefour Boulard, Grand Champ, Durantière, Paradis

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023
COUT ESTIMATIF TTC :	672 000 €	791 000 €	1 463 000 €	43 288 €	882 588 €	537 124 €
Etudes - Travaux	672 000 €	791 000 €	1 463 000 €	43 288 €	882 588 €	537 124 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	7 500 €	263 882 €	357 909 €
Commune				7 500 €	209 762 €	209 762 €
Subvention DSIL					54 120 €	126 280 €
Participation ASA						21 867 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Transition écologique

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023	CP 2024
COUT ESTIMATIF TTC :	940 000 €	- €	940 000 €	156 300 €	227 456 €	359 610 €	196 635 €
Etudes - Travaux	940 000 €		940 000 €	156 300 €	227 456 €	359 610 €	196 635 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	22 128 €	- €	- €	- €
CAF				15 468 €	- €		
Rozo Eligeo				6 660 €	- €		
Commune							
Subvention DETR							
Subvention DSIL							

- Une autorisation d'engagement (AE) existe en parallèle pour les dépenses de fonctionnement.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Schéma directeur de voirie 2021-2023

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023	CP 2024
COUT ESTIMATIF TTC :	2 502 000 €	- €	2 502 000 €	- €	860 157 €	1 558 356 €	83 488 €
Etudes - Travaux	2 502 000 €		2 502 000 €		860 157 €	1 558 356 €	83 488 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	- €	289 266 €	541 420 €	167 442 €
Subvention Département					120 000 €	120 000 €	
Subvention Région					54 895 €	89 605 €	
Commune					114 371 €	331 815 €	167 442 €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Plan vélo

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
COUT ESTIMATIF TTC :	2 136 000 €	- €	2 136 000 €	- €	35 365 €	538 000 €	842 509 €	420 126 €	300 000 €
Etudes - Travaux	2 136 000 €		2 136 000 €		35 365 €	538 000 €	842 509 €	420 126 €	300 000 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	60 000 €	45 000 €	189 565 €	355 110 €	- €	- €
Subvention Département				60 000 €	45 000 €				
AMI continuité cyclable							355 110 €		
Subvention DSIL						189 565 €			

2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Plan Local de l'Habitat 3 – PLH 3

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	REALISE 2021	REALISE 2022	CP 2023
COUT ESTIMATIF TTC :	2 170 200 €	- €	2 170 200 €	- €	- €	74 306 €
Subventions	2 170 200 €		2 170 200 €		- €	74 306 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	- €	- €	- €

LIBELLE	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
COUT ESTIMATIF TTC :	180 200 €	365 200 €	464 200 €	455 100 €	367 600 €	234 000 €
Subventions	180 200 €	365 200 €	464 200 €	455 100 €	367 600 €	263 594 €
FINANCEMENT :	- €					



2. Situation et orientations budgétaires

d) 2. Investissement en AP/CP : Soutien à l'agriculture

Nouvelle AP/CP à compter de 2023 :

LIBELLE	Montant initial AP	Révision AP	Total cumulé AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
COUT ESTIMATIF TTC :	500 000 €	- €	500 000 €	110 267 €	135 000 €	140 000 €	114 733 €
Subventions	500 000 €		500 000 €	110 267 €	135 000 €	140 000 €	114 733 €
FINANCEMENT :	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €

2. Situation et orientations budgétaires

d) 3. La dette

Le Capital Restant Dû au 1^{er} janvier 2023 est de 16,7 M € (17,5 M € en 2022) hors prêt relais remboursé en 2023

- soit 553 € /habitant (586 € en 2022)

L'annuité 2023 (emprunts contractés et à venir) est de 1 778 K€ :

- soit 460 013 € (Intérêts) + 1 318 654 € (capital) – hors remboursement prêt relais (300K€)

Le besoin de financement 2023 s'élève à : 1 200 000 €

- Un nouvel emprunt maximum de 1 200K€ en 2023 (en fonction de l'exécution des dépenses)
- Profil de dette à adapter en fonction des conditions financières proposées par les banques sur l'exercice (taux variable ou taux fixe)

2. Situation et orientations budgétaires

d) 3. Structure de la dette

La structure de l'encours de la dette est à 84,5 % de taux fixe

Les taux fixes s'échelonnent de 0,59% à 4,95%

Les taux variables s'échelonnent entre 0,99% et 2,36%.

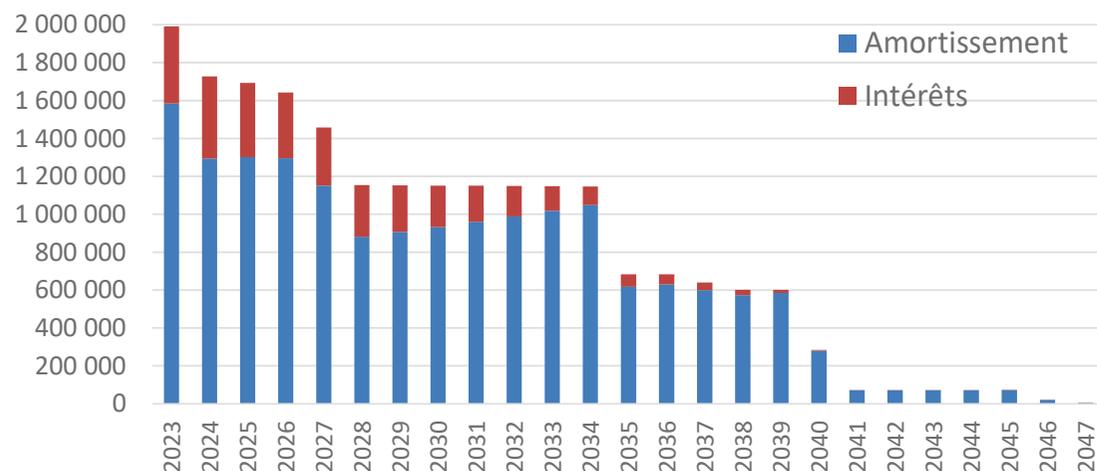
Le taux moyen pondéré de la dette est de 2,39% au 1^{er} janvier 2023 (2,20% en 2022)

2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

d) 3. Extinction de la dette

Extinction Annuités



La dette reste encore longue même si elle diminue (durée résiduelle de 14 ans et 2 mois) qui s'explique :

Par la jeunesse de l'encours, 64% ayant été mobilisé au cours des 9 dernières années,

La durée des emprunts, en général 20 ou 25 ans, choix cohérent au regard des investissements financés.

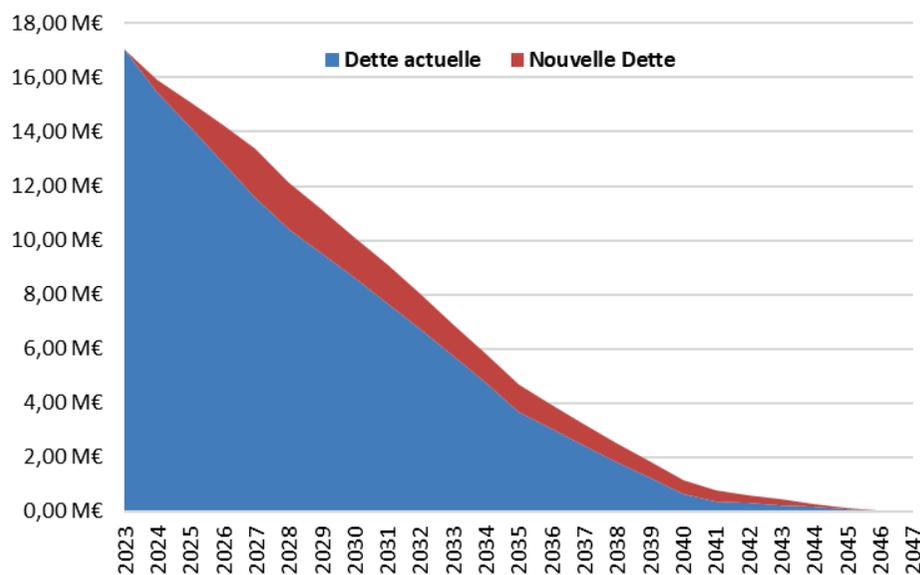
2. Situation et orientations budgétaires

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

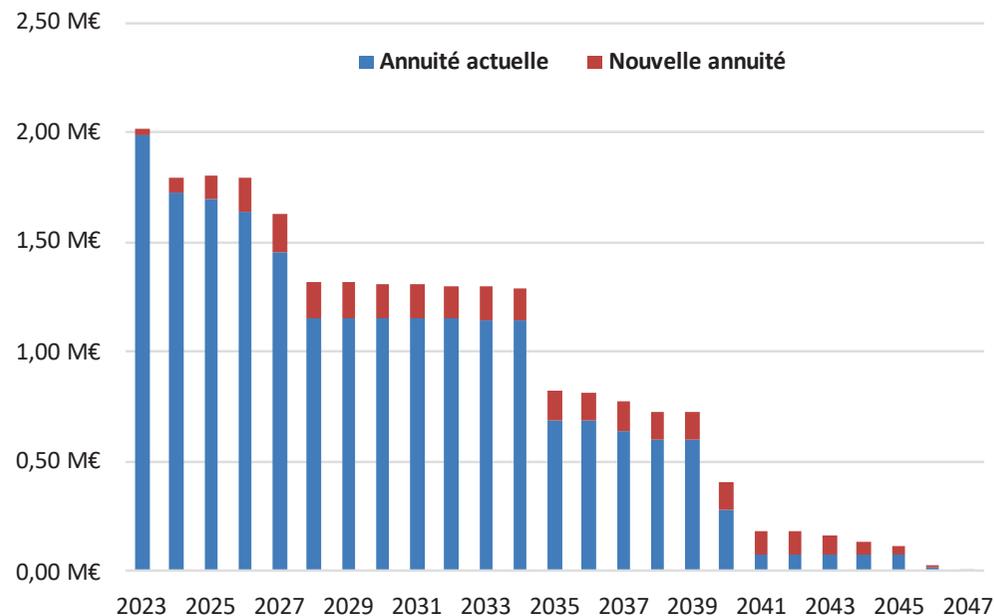


d) 3. Extinction de la dette avec emprunt de 500K€ tous les ans jusqu'en 2026

Évolution de l'encours de la dette



Évolution de l'annuité



Hypothèse : Emprunts sur 20 ans au taux de 4% avec un versement au 30 juin

2. Situation et orientations budgétaires

d) 4. Evolution du besoin de financement

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
Reçu en préfecture le 13/03/2023
Publié le 
ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

-	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses équipement	3 634 249 €	5 290 316 €	5 081 598 €	7 487 666 €	7 220 933 €
Ressources propres	3 400 181 €	5 385 159 €	4 049 775 €	6 159 838 €	5 671 479 €
Besoin de financement	500 000 €	1 200 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €

* les dépenses d'équipement représentent seulement une partie des dépenses d'investissement.

2. Situation et orientations budgétaires

d) 4. Capacité de désendettement

Envoyé en préfecture le 13/03/2023
 Reçu en préfecture le 13/03/2023
 Publié le
 ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

Règles prudentielles préconisées par l'article 24 PLFPF 2018-2022 : entre 11 et 13 ans

	2023	2024	2025	2026
Situation actuelle				
Produits courants	15 372 356	15 833 527	16 308 532	16 797 788
Charges courantes	13 007 186	13 527 473	14 068 572	14 631 315
Epargne de gestion	2 365 170	2 306 053	2 239 960	2 166 473
Frais financiers	406 636	433 191	391 042	348 213
Epargne brute	1 958 534	1 872 862	1 848 919	1 818 260
Amortissement	1 585 154	1 294 613	1 302 197	1 294 909
Epargne nette	373 380	578 249	546 721	523 351
Dette au 31/12	15 443 189	14 148 576	12 846 379	11 551 470
Capacité de désendettement	7,9	7,6	6,9	6,4

	2023	2024	2025	2026
Avec nouveaux emprunts				
Nouvelle dette	500 000	500 000	500 000	500 000
Amortissement	12 500	37 500	62 500	87 500
Intérêts	9 938	29 063	47 188	64 313
Epargne brute	1 948 597	1 843 799	1 801 731	1 753 948
Epargne nette	350 943	511 686	437 034	371 539
Dette au 31/12	15 930 689	15 098 576	14 233 879	13 351 470
Capacité de désendettement	8,2	8,2	7,9	7,6

Hypothèse : Emprunts sur 20 ans au taux de 4% avec un versement au 30 juin

2. Situation et orientations budgétaires

d) 5. Programmation Pluriannuelle investissement 2023-2026

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le



ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

OPÉRATIONS D'ÉQUIPEMENTS - coûts TTC	2022			2023			2024			2025		2026	
	D	R	Coût net	D	R	Coût net	D	R	Coût net	D	R	Envoyé en préfecture le 13/03/2023	Coût net
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT HORS OPÉRATON	6 137 €	1 007 €	5 130 €	10 000 €	1 640 €	8 360 €	- €	- €	- €	- €	- €	Reçu en préfecture le 13/03/2023	- €
DEP EQU HO-TEC Matériel services techniques TEC	6 137 €	1 007 €	5 130 €	6 000 €	984 €	5 016 €	- €	- €	- €	- €	- €	Publié le	- €
DEP EQU HO-TEC-Mobiliers MPMULTIS	- €	- €	- €	4 000 €	656 €	3 344 €	- €	- €	- €	- €	- €		- €

ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

OPÉRATIONS PAR ACTIVITÉS

ADMINISTRATION	51 464 €	8 441 €	43 023 €	53 096 €	8 710 €	44 386 €	55 000 €	9 022 €	45 978 €	55 000 €	9 022 €	45 978 €	55 000 €	9 022 €	45 978 €
ADM-COM-Déploiement nouveau logo sur le territoire COMMUN	1 824 €	299 €	1 525 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ADM-TEC-Provision pour gros travaux bâtiments communautaires	- €	- €	- €	- €	- €	- €	50 000 €	8 202 €	41 798 €	50 000 €	8 202 €	41 798 €	50 000 €	8 202 €	41 798 €
ADM-TEC-Station d'accueil défibrillateur CLOS	4 200 €	689 €	3 511 €												
ADM-TEC-Création d'une alimentation électrique PMULTIS	1 734 €	284 €	1 450 €												
ADM-TEC-Cable électrique PCLOS	3 152 €	517 €	2 635 €												
ADM-TEC-Système audio salle VGE	27 925 €	4 581 €	23 344 €												
ADM-TEC-Travaux à la gendarmerie PGEN	12 629 €	2 071 €	10 558 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ADM-TEC-Travaux gendarmerie boiseries extérieures PGEN	- €	- €	- €	48 096 €	7 890 €	40 206 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ADM-TEC-Travaux gendarmerie provision CVC PGEN	- €	- €	- €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €	820 €	4 180 €
CENTRE AQUATIQUE	128 682 €	21 109 €	107 573 €	140 232 €	202 088 €	- 61 856 €	72 000 €	11 811 €	60 189 €	65 000 €	10 663 €	54 337 €	50 000 €	8 202 €	41 798 €
PIS-PIS-Déchloraminateur C1	- €	- €	- €	24 000 €	3 937 €	20 063 €	24 000 €	3 937 €	20 063 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-PIS-Extension de la vidéosurveillance	- €	- €	- €	- €	- €	- €	35 000 €	5 741 €	29 259 €	15 000 €	2 461 €	12 539 €	- €	- €	- €
PIS-PIS-Matériels aquatiques NPIS	1 971 €	323 €	1 648 €	27 500 €	4 511 €	22 989 €	13 000 €	2 133 €	10 867 €	50 000 €	8 202 €	41 798 €	50 000 €	8 202 €	41 798 €
PIS-PIS-TV grand écran hall d'accueil NPIS	1 328 €	218 €	1 110 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-SI-Matériel informatique NPIS	- €	- €	- €	2 000 €	328 €	1 672 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-SI-Matériel Entrées LBA NPIS	1 383 €	227 €	1 156 €												
PIS-TEC-Défibrillateur PNPIS	559 €	92 €	467 €												
PIS-TEC- Conteneurs papbox centre aquatique PNPIS	- €	- €	- €	3 894 €	639 €	3 255 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-TEC-Installation système de gestion des eaux et récupération des calories	123 440 €	20 249 €	103 191 €	46 886 €	181 776 €	- 134 890 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-PIS-Variateur de débit de pompe	- €	- €	- €	1 000 €	164 €	836 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-PIS-Complément vanne 3 voix plancher chauffant	- €	- €	- €	3 000 €	492 €	2 508 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PIS-TEC-Véhicule utilitaire NPIS	- €	- €	- €	31 952 €	10 241 €	21 711 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
COMMUNICATION	- €	- €	- €	4 500 €	738 €	3 762 €	- €	- €	2 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
COM-COM-Habillages nouveaux véhicules COMMU	- €	- €	- €	2 000 €	328 €	1 672 €									
COM-COM-Iphone & matériels de contenus COMMU	- €	- €	- €	2 500 €	410 €	2 090 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULTUREL	228 523 €	50 486 €	178 036 €	129 162 €	112 857 €	16 305 €	185 000 €	60 348 €	124 652 €	2 925 000 €	2 155 942 €	769 058 €	2 925 000 €	1 763 694 €	1 161 306 €
CULT-CULT-Achat Barco / Nas	- €	- €	- €	2 200 €	361 €	1 839 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-CULT-Achat matériels de prêt TCLC CULT	- €	- €	- €	5 000 €	820 €	4 180 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-CULT-Achat matériels spectacle TCJC CULT	- €	- €	- €	4 350 €	714 €	3 636 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-CULT-Achat serveur pour projection cinéma numérique CULT	- €	- €	- €	14 600 €	2 395 €	12 205 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-CULT-Renouvellement du matériel CULT	- €	- €	- €	- €	- €	- €	20 000 €	3 281 €	16 719 €	20 000 €	3 281 €	16 719 €	20 000 €	3 281 €	16 719 €
CULT-CULT-Équipement scénique console lumière	13 187 €	6 163 €	7 024 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-SI-Licences informatiques BIB	- €	- €	- €	30 000 €	12 500 €	17 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-SI-PC portable Terra Mobile CULT	1 700 €	279 €	1 421 €												
CULT-SI-Mapado box et imprimante star TSP700 CULT	540 €	89 €	451 €												
CULT-SI-Serveur entrées cinéma CINE	- €	- €	- €	3 012 €	494 €	2 518 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-TEC-Onduleur projecteur et raccordement projecteur CINE	4 872 €	799 €	4 073 €												
CULT-TEC-Défibrillateur PCULT	559 €	92 €	467 €												
CULT-TEC-Aspirateur et Autolaveuse PCULT	5 532 €	907 €	4 625 €												
CULT-TEC-2° salle culturelle 1911	5 091 €	9 835 €	4 744 €	70 000 €	17 005 €	52 995 €	150 000 €	54 606 €	95 394 €	2 890 000 €	2 150 200 €	739 800 €	2 890 000 €	1 757 952 €	1 132 048 €
CULT-TEC-Travaux énergétiques TCJC PCULT	197 042 €	32 323 €	164 719 €	- €	78 568 €	- 78 568 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CULT-TEC-Travaux divers	- €	- €	- €	- €	- €	- €	15 000 €	2 461 €	12 539 €	15 000 €	2 461 €	12 539 €	15 000 €	2 461 €	12 539 €

OPÉRATIONS PAR ACTIVITÉS	2022			2023			2024			2025			2026			
	D	R	Coût net	D	R	Coût net	D	R	Coût net	D	R	Coût net	Envoyé en préfecture le	Reçu en préfecture le	Publié le	Coût net
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	320 022 €	122 311 €	197 711 €	125 000 €	330 183 €	- 205 183 €	40 000 €	- €	40 000 €	40 000 €	- €	- €	13/03/2023	13/03/2023		
DEV ECO-ADM-Acquisition terrain Thermo Clean ZIP	70 000 €	- €	70 000 €	2 000 €	- €	2 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €				
DEV ECO-ADM-Acquisition terrain Econéergie ZIR	- €	- €	- €	18 000 €	- €	18 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €				
DEV ECO-ADM-Acquisition terrain pour extension ARBORA	- €	- €	- €	5 000 €	- €	5 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €				
DEV ECO-ADM-Acquisition terrain transfo Orange ZIP	- €	- €	- €	24 000 €	- €	24 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €				
DEV ECO-ECO-Aide directe aux entreprises TPE PME RU	29 942 €	- €	29 942 €	40 000 €	- €	40 000 €	40 000 €	- €	40 000 €	40 000 €	- €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	- €	40 000 €
DEV ECO-ECO-Études MO zone Est ARBORA	- €	- €	- €	25 000 €	- €	25 000 €										
DEV ECO-ECO-Ten MOD RU	- €	- €	- €	10 000 €	- €	10 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
DEV ECO-VOI-Création bassin de rétention 1405 [AP/CP]	220 080 €	122 311 €	97 769 €	1 000 €	330 183 €	- 329 183 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENVIRONNEMENT AGRICULTURE DÉVELOPPEMENT DURABLE DÉPLACEMENT	335 921 €	51 051 €	284 870 €	1 368 109 €	412 818 €	955 291 €	1 923 635 €	822 257 €	1 101 378 €	850 126 €	186 804 €	663 322 €	439 733 €	60 032 €	379 701 €	
ENV AGRI DD DPLCT-ADM-Acquisition étang neuf Vallin ENV	8 100 €	- €	8 100 €	- €	3 500 €	- 3 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-ADM-Acquisition parcelle St Andréol ACAGRI	- €	- €	- €	- €	765 €	- 765 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Achat éco-compteur Signal de St André ENV	- €	- €	- €	4 476 €	2 599 €	1 877 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Acquisition foncière ENS	- €	250 €	- 250 €	37 006 €	13 000 €	24 006 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Acquisition terrain Jullien ENV	15 000 €	- €	15 000 €	15 000 €	22 500 €	- 7 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Aménagement site propre TC 342	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100 000 €	- €	100 000 €	100 000 €	- €	100 000 €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Défrichage Sept Chemins	- €	- €	- €	- €	- €	- €	15 000 €	1 640 €	13 360 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Fonds de transition écologique 2106 [AP/CP]	227 456 €	- €	227 456 €	359 610 €	3 527 €	356 083 €	196 635 €	- €	196 635 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Ligne de co-voiturage dynamique	- €	- €	- €	- €	- €	- €	150 000 €	94 606 €	55 394 €	150 000 €	94 606 €	55 394 €	5 000 €	820 €	4 180 €	
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Ombrières au Centre aquatique [AP/CP]	- €	- €	- €	200 000 €	87 207 €	112 793 €	445 000 €	209 498 €	235 502 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Participation travaux des 7 chemins DPLCT	- €	- €	- €	88 700 €	- €	88 700 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Plan de gestion ENS Signal St André	- €	- €	- €	- €	- €	- €	20 000 €	13 281 €	6 719 €	20 000 €	13 281 €	6 719 €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Plan Vélo 2103 [AP/CP]	35 365 €	50 801 €	- 15 436 €	538 000 €	276 178 €	261 822 €	842 000 €	493 232 €	348 768 €	420 126 €	68 917 €	351 209 €	300 000 €	49 212 €	250 788 €	
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Prise capital Rhône Saône Légumes ACAGRI	50 000 €	- €	50 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Réalisation panneaux haies et vergers ACAGRI	- €	- €	- €	3 000 €	492 €	2 508 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Subvention AMI Sequoia DD	- €	- €	- €	3 050 €	3 050 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Subvention fédération des chasseurs pièges photos EN	- €	- €	- €	9 000 €	- €	9 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
ENV AGRI DD DPLCT-AMG-Soutien à l'agriculture 2204 [AP/CP]	- €	- €	- €	110 267 €	- €	110 267 €	135 000 €	- €	135 000 €	140 000 €	- €	140 000 €	114 733 €	- €	114 733 €	
HABITAT	47 884 €	37 500 €	10 384 €	155 156 €	- €	155 156 €	180 200 €	- €	180 200 €	365 200 €	- €	365 200 €	464 200 €	- €	464 200 €	
HABITAT-AMG-Plan Local de l'Habitat 3 [AP/CP]	- €	- €	- €	74 306 €	- €	74 306 €	180 200 €	- €	180 200 €	365 200 €	- €	365 200 €	464 200 €	- €	464 200 €	
HABITAT-AMG-PLH 18-19-20-21-22	47 884 €	- €	47 884 €	33 350 €	- €	33 350 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
HABITAT-AMG-Subvention relance logement	- €	37 500 €	- 37 500 €	37 500 €	- €	37 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
HABITAT-SI-PLH	- €	- €	- €	10 000 €	- €	10 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PETITE ENFANCE JEUNESSE	66 665 €	6 124 €	60 541 €	121 659 €	62 224 €	59 435 €	485 681 €	142 276 €	343 405 €	245 340 €	394 458 €	- 149 118 €	5 000 €	248 368 €	- 243 368 €	
PENF JEU-ADM-0704-Acquisition terrain crèche de Soucieu PCAJO	- €	- €	- €	2 500 €	- €	2 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-PENF-Achat de lits barreaux RAMI	847 €	139 €	708 €	3 159 €	1 834 €	1 325 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-PENF-Adhésifs camping car RAMI	1 968 €	1 143 €	825 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-PENF-Installation climatisation crèche SOUCIEU	26 874 €	4 408 €	22 466 €	- €	17 915 €	- 17 915 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-PENF-Installation store crèche MORNANT	1 943 €	319 €	1 624 €	- €	17 915 €	- 17 915 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-PENF-Jeux extérieurs crèches	702 €	115 €	587 €	- €	- €	- €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €	820 €	4 180 €	5 000 €	820 €	4 180 €	
PENF JEU-SI-Logiciel gestion des RAMI	707 €	- €	707 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-TEC-Études crèche Beauvallon PENF	- €	- €	- €	5 000 €	- €	5 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-TEC-Études crèche Taluyers PENF	- €	- €	- €	5 000 €	- €	5 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PENF JEU-TEC-Relocalisation crèche Orléanas PENF 2206	33 624 €	- €	33 624 €	100 000 €	23 576 €	76 424 €	480 681 €	141 456 €	339 225 €	240 340 €	393 638 €	- 153 298 €	- €	247 548 €	- 247 548 €	
PENF JEU-TEC-Travaux crèches et garderies provision CVC PENF	- €	- €	- €	6 000 €	984 €	5 016 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le



ID : 069-246900740-20230307-CC_2023_019-DE

OPÉRATIONS PAR ACTIVITÉS	2022			2023			2024			2025			2026		
	D	R	Coût net												
SI SIG	21 570 €	3 538 €	18 032 €	60 253 €	7 196 €	53 057 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €
SI SIG-SI-Matériel informatique SIG	21 570 €	3 538 €	18 032 €	43 867 €	7 196 €	36 671 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €	30 000 €	4 921 €	25 079 €
SI SIG-SI-Logiciels SI				16 386 €	- €	16 386 €									
SOCIAL	- €	2 000 €	328 €	1 672 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €					
SOCIAL-SOC-Tests psycho RASED	- €	- €	- €	- €	- €	- €	2 000 €	328 €	1 672 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOURISME	3 944 €	58 235 €	54 291 €	28 220 €	19 026 €	9 194 €	2 000 €	328 €	1 672 €	2 000 €	328 €	1 672 €	2 000 €	328 €	1 672 €
TOURISME-TEC-Site d'escalade RIVERIE 2020-3	1 055 €	57 761 €	56 706 €	26 220 €	18 698 €	7 522 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOURISME-TEC-Travaux OTI	2 889 €	474 €	2 415 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOURISME-TOU-Remise en état sites touristiques	- €	- €	- €	2 000 €	328 €	1 672 €	2 000 €	328 €	1 672 €	2 000 €	328 €	1 672 €	2 000 €	328 €	1 672 €
VOIRIE	2 488 437 €	1 385 953 €	1 102 484 €	3 125 479 €	1 830 490 €	1 294 989 €	2 106 182 €	948 484 €	1 157 698 €	2 910 000 €	1 347 700 €	1 562 300 €	3 210 000 €	1 526 912 €	1 683 088 €
VOI-VOI-Abords équipements communautaires	- €	- €	- €	- €	- €	- €	10 000 €	1 640 €	8 360 €	10 000 €	1 640 €	8 360 €	10 000 €	1 640 €	8 360 €
VOI-VOI-Avenue de Verdun Mornant Phase 1 2019-1 [AP/CP]	745 692 €	482 626 €	263 066 €	935 000 €	553 882 €	381 118 €	512 694 €	124 303 €	388 391 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
VOI-VOI-Avenue de Verdun Mornant Phase 2 2203 [AP/CP]	- €	- €	- €	75 000 €	25 428 €	49 572 €	100 000 €	41 404 €	58 596 €	1 500 000 €	746 060 €	753 940 €	1 800 000 €	925 272 €	874 728 €
VOI-VOI-Requalification carrefour Boulard ORLIENAS 2019 [AP/CP]	882 588 €	408 662 €	473 926 €	537 124 €	446 019 €	91 105 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
VOI-VOI-Schéma Directeur de Voirie 2021-2023 [AP/CP]	860 157 €	494 665 €	365 492 €	1 558 355 €	772 388 €	785 967 €	83 488 €	181 137 €	97 649 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
VOI-VOI-Schéma Directeur de Voirie 2024-2026 [AP/CP]	- €	- €	- €	20 000 €	3 281 €	16 719 €	1 400 000 €	600 000 €	800 000 €	1 400 000 €	600 000 €	800 000 €	1 400 000 €	600 000 €	800 000 €
VOI-VOI-Solde subvention PAIR VOI	- €	- €	- €	- €	29 492 €	29 492 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL PROJETS	3 693 111 €	1 744 748 €	1 948 363 €	5 310 866 €	2 986 330 €	2 324 536 €	5 081 698 €	1 999 775 €	3 081 923 €	7 487 666 €	4 109 838 €	3 377 828 €	7 220 933 €	3 621 479 €	3 599 454 €
TOTAL DÉPENSES D'ÉQUIPEMENTS	3 699 248 €	1 745 755 €	1 953 493 €	5 320 866 €	2 987 970 €	2 332 896 €	5 081 698 €	1 999 775 €	3 081 923 €	7 487 666 €	4 109 838 €	3 377 828 €	7 220 933 €	3 621 479 €	3 599 454 €